

# Consécration de la politique d'ouverture du Maroc

L'accord de libre-échange conclu entre le Maroc et les Etats-Unis, comme les autres accords signés par le pays, s'inscrit dans la stratégie globale d'ouverture de l'économie nationale entamée depuis la mise en œuvre du Programme d'ajustement structurel dans les années 80.

Cet accord organise le développement des échanges de biens et services entre les deux pays dans un cadre concerté et propose des schémas de démantèlement pour des produits qui présentent un intérêt commun pour chacune des deux parties.

Il élimine, par ailleurs, des tarifs douaniers immédiats sur plus de 95 % des échanges bilatéraux relatifs aux produits industriels et produits finis mis à la consommation. Il réduit également, d'une manière significative, les barrières aux produits agricoles et aux services d'origine marocaine.

Il convient de noter, par ailleurs, que le secteur des services fut inscrit pour la première fois dans l'agenda des négociations du Maroc dans le cadre de ses accords bilatéraux, qui a proposé une offre de libéralisation beaucoup plus large que celle inscrite dans la liste de ses engagements dans le cadre de l'OMC.

Cet article propose d'analyser le contenu de l'accord de libre-échange conclu avec les Etats-Unis en survolant les différents domaines et secteurs ayant fait l'objet de négociations entre les deux parties.

Il dresse, par ailleurs, le dispositif de négociation de l'accord qui s'est articulé autour de 13 groupes thématiques, regroupant, sous la coordination du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, une trentaine de départements ministériels et organismes impliqués dans le processus de négociation dont notamment le ministère du Commerce extérieur.

La première section de cet article traitera le cadre réglementaire qui régit les échanges de biens et de services entre les deux parties, et ce, en précisant le contenu et la signification des règles et le champ d'application des dispositions qui entreront en vigueur suite à l'application des clauses de l'accord de libre-échange.

La deuxième section traitera des différents secteurs qui ont fait l'objet de négociation dans l'accord, notamment les secteurs agricole, industriel, les services et autres.

**Nabil  
Boubrahimi**

(nboubrahimi2001@yahoo.fr)

CNCE (1) et Université  
Mohammed V- Agdal,  
Rabat

(1) Les idées développées  
dans cet article  
n'engagent que leur  
auteur.

(2) « Présentation de l'Accord de libre-échange entre le Maroc et les Etats-Unis », MAEC, [www.maec.gov.ma](http://www.maec.gov.ma).

## I. Le cadre réglementaire

Comparativement aux accords de libre-échange conclus jusqu'à présent par le Maroc, l'accord avec les Etats-Unis est un accord de type nouveau, dans la mesure où il couvre des aspects qui n'ont jamais été intégrés auparavant (2). A cet effet, l'accord comporte un ensemble de dispositions et mécanismes juridiques qui permettront d'accompagner la libéralisation des échanges bilatéraux des biens et services et d'assurer le respect des engagements pris à travers un mécanisme de règlement des différends. Ces aspects ont concerné principalement une panoplie de règles et mesures.

### 1. Règles liées à l'accès aux marchés

L'accord prévoit le principe de l'accès au marché, retenu dans le cadre des négociations multilatérales qui se tiennent dans le cadre de l'OMC. Il s'agit principalement de lever les restrictions quantitatives qui peuvent s'ériger comme des obstacles à l'accès des fournisseurs étrangers au marché marocain.

Les deux parties ont inscrit des dérogations quant à ce principe. Elles ont inscrit des mesures qui consolident le principe d'accès au marché comme le démantèlement tarifaire, l'élimination des mesures à caractère fiscal ainsi que les restrictions quantitatives aussi bien à l'importation qu'à l'exportation, assorties de quelques dérogations au titre des exceptions ou dans le cadre du respect du principe du traitement national.

### 2. Règles liées au traitement national

Le traitement national est une règle qui prévoit la non-discrimination entre les produits domestiques, produits localement, et les produits importés. Cette disposition, prévue dans l'article III du GATT de 1994, a été retenue dans le cadre des négociations menées entre le Maroc et les Etats-Unis.

Outre les produits dits domestiques, la règle du traitement national s'applique aussi bien pour les taxes et impositions intérieures que pour les lois, le règlement, la distribution ou l'utilisation des produits sur les marchés intérieurs de chaque partie.

Toutefois, pour le commerce des produits, c'est une règle d'application générale qui est retenue entre les deux parties. Cependant, pour les services, c'est la règle du traitement national, assortie de certaines dérogations dans certains secteurs, qui est retenue. Même chose pour l'investissement dont les dispositions retiennent le principe du traitement national qui se traduit par un traitement non discriminatoire entre les investisseurs marocains et les investisseurs américains.

### 3. Mesures dérogatoires à l'accord de libre-échange

L'accord prévoit des exceptions au libre-échange, c'est-à-dire des mesures dérogatoires par rapport au libre commerce et aux règles prévues telles que le traitement national et l'accès au marché. A cet effet, l'accord préserve

les acquis au titre des accords de l'OMC, à l'instar de ce qui a été décidé dans le cadre des autres accords de libre-échange conclus par le Maroc. Dans ce cadre, il y a possibilité de :

- recourir à des restrictions à l'importation et à l'exportation, conformément aux dispositions des articles XX et XXI du GATT de 1994 (protection de la santé et de la vie des personnes, des animaux et des végétaux, sauvegarde du patrimoine archéologique et culturel...) ;
- protéger des données privées financières et comptables ;
- préserver l'équilibre de la balance des paiements à travers des restrictions à l'importation des marchandises en cas de difficulté de la balance des paiements.

Ces différentes dispositions d'exception constituent des gardes-fous donnant la possibilité aux parties de pouvoir réguler, en parfaite conformité avec les règles de libre-échange prévues par l'accord, les flux de commerce, de marchandises ou de services dans des situations particulières. Ces dispositions dites d'exception permettent également de maintenir ou de mettre en place des dispositions touchant des produits ou services, des productions, importations ou fournitures de services.

### 4. Mécanismes de sauvegarde

Les mesures de sauvegarde sont des mesures d'accompagnement au démantèlement tarifaire, dans la mesure où elles permettent, à travers la suspension ou le rétablissement du droit de douane, de réparer un dommage causé ou qui peut être causé par un accroissement massif des importations. Elles permettent ainsi de limiter les distorsions qui peuvent naître de l'élimination progressive du tarif.

L'accord prévoit deux mécanismes de sauvegarde :

- un mécanisme de sauvegarde commun, qui peut être applicable à tous les produits, et des mécanismes particuliers pour les produits textiles et certains produits agricoles qui présentent des sensibilités particulières au niveau de leur commercialisation ;
- un mécanisme de sauvegarde spécial.

L'accord traite deux types de mécanisme commun de sauvegarde : la sauvegarde bilatérale et la sauvegarde globale.

La sauvegarde bilatérale s'applique au commerce entre les deux pays et permet, en cas d'accroissement massif des importations d'un produit qui menace de causer un dommage grave à la production nationale du produit similaire, soit de suspendre le démantèlement tarifaire, soit d'augmenter le droit de douane à un niveau ne dépassant pas le niveau du taux de la nation la plus favorisée (NPF). La procédure prévue pour la mise en œuvre des mesures de sauvegarde est similaire à celle prescrite au niveau de l'accord de l'OMC sur les sauvegardes.

La sauvegarde globale concerne les mesures de sauvegarde globales de portée NPF prévues par l'accord de l'OMC sur les sauvegardes. Le Maroc

a préservé son droit acquis au niveau de l'OMC à travers l'application des mesures de sauvegarde sur une base non discriminatoire, y compris pour les produits en provenance des Etats-Unis couverts par l'accord.

Concernant les mécanismes de sauvegarde spéciale, il y a lieu de préciser deux types de mécanisme de sauvegarde, l'un est réservé aux produits de textile et l'autre aux produits de l'agriculture.

Pour les produits textiles, un mécanisme de sauvegarde spécial a été inséré dans l'accord. Ce mécanisme prévoit la possibilité de suspendre le démantèlement ou d'augmenter le droit de douane à un niveau ne dépassant pas le taux NPF. Les parties peuvent ainsi recourir à une mesure de sauvegarde pour les produits textiles selon une procédure souple et sur une période de 10 ans après que le droit de douane sur le produit en question ait été éliminé.

Le mécanisme de sauvegarde spécial pour l'agriculture, s'inspirant de celui prévu par l'accord de l'OMC sur l'agriculture, prévoit un système de sauvegarde basé sur le prix et un système de sauvegarde basé sur la quantité. A cet effet, un droit additionnel peut être appliqué sur un produit couvert par ce mécanisme lorsque le prix à l'importation est inférieur à un prix-cible préalablement déterminé ou lorsque la quantité dépasse le volume préalablement fixé.

Pour les exportations du Maroc vers les Etats-Unis de certains produits agricoles sensibles, les Etats-Unis peuvent évoquer le mécanisme de sauvegarde-prix. C'est le cas des oignons séchés, des préparations de tomates, des olives en conserve, des préparations de certains fruits, des jus d'orange sous diverses formes et des sauces à la tomate.

Le Maroc a plutôt opté pour un mécanisme de sauvegarde-quantité qui prévoit la possibilité de mettre en place d'une manière automatique un droit additionnel lorsque les quantités exportées des Etats-Unis vers le Maroc de produits couverts dépassent les volumes-cibles convenus dans le cadre de l'accord.

Pour bien procéder à l'évaluation de conformité des produits, il a été convenu dans le cadre de l'accord de retenir le principe qui reprend celui de l'accord sur les obstacles techniques au commerce de l'OMC ayant trait au traitement national et à la non-crédation d'obstacles techniques non nécessaires.

En effet, chaque partie reconnaît et accrédite les organismes d'évaluation de conformité situés sur le territoire de l'autre partie selon les conditions qui ne sont pas moins favorables que celles qu'elle accorde à ceux qui sont situés sur son territoire.

## 5. Règles de transparence et de lutte contre la corruption

L'accord contient des dispositions sur la transparence et la lutte contre la corruption. Ces dispositions visent à renforcer l'amélioration de l'environnement des affaires et consacrent le processus de réformes entreprises

par le Maroc dans le sens du rapprochement de l'administration des citoyens et de la moralisation dans la vie publique.

Dans ce cadre, il est prévu la mise en place d'un système d'échange d'information et de notification mutuelle, permettant aux administrations et opérateurs économiques d'être informés sur les mesures et procédures administratives adoptées ou envisagées qui sont de nature à affecter les échanges entre les deux pays.

De même, en vertu des dispositions relatives à la transparence, le Maroc et les Etats-Unis sont, en principe, tenus de rendre publics les projets de lois, de réglementation et de décisions administratives et de donner la possibilité au public d'émettre des commentaires sur ces projets.

### 6. Mécanismes de règlement des différends

L'accorde prévoit, d'une manière claire, le processus de règlement des différends entre le Maroc et les Etats Unis en renforçant le principe de la transparence dans le règlement des litiges entre les deux parties.

Dans ce cadre, un mécanisme de règlement des différends peut être invoqué par chacune des parties si l'une d'entre elles considérait que l'autre a failli à ses obligations en vertu de l'accord, qu'une mesure prise par l'autre partie est incompatible avec ses obligations au titre de l'accord, ou qu'un avantage est annulé ou compromis sous l'effet d'une mesure qui n'est pas incompatible avec l'accord.

Par ailleurs, le texte adopté privilégie l'esprit de coopération et la consultation plutôt que le recours à un mécanisme de règlement quasi-judiciaire des litiges. Le recours à la constitution de groupes spéciaux pour le règlement d'un différend est prévu dans le cadre de l'accord. En effet, un groupe spécial est désigné pour statuer sur la question objet du différend sur la base des arguments développés par chaque partie et peut recourir à des conseils d'experts indépendants.

### 7. Dispositions douanières

Compte tenu de son rôle sensible dans la facilitation des échanges commerciaux, l'Administration douanière a fait l'objet d'un chapitre à part de l'accord.

Les principales dispositions concernent les modalités à mettre en place pour simplifier les procédures douanières devant régir les échanges des deux pays. En effet, l'accord encourage l'adoption des procédures permettant la réduction des délais de dédouanement. Ce délai doit être limité dans le temps pour ne pas dépasser 48 heures après l'arrivée des marchandises au port.

Les deux pays ont convenu que le lieu de dédouanement doit être situé au point d'arrivée des marchandises, sans obligation de transfert dans les entrepôts. Il y a également possibilité d'enlèvement des marchandises avant paiement effectif.

## 8. Le suivi de l'accord

L'accord prévoit aussi toute une structure de comités et de sous-comités pour assurer le suivi et la mise en œuvre de l'accord. Il prévoit également des clauses permettant l'amendement des dispositions et règles de l'accord et ouvrant la possibilité d'accession à cet accord d'une tierce partie et ce, avec l'assentiment du Maroc et des Etats-Unis.

## II. Les secteurs négociés

L'accord entre les Etats-Unis et le Maroc est un accord qui couvre un ensemble de domaines et secteurs d'activité dont certains font pour la première fois l'objet de négociation dans le cadre bilatéral, comme celui des services.

### 1. Le secteur agricole

Le secteur agricole a toujours fait l'exception dans les précédents accords conclus par le Maroc compte tenu de sa sensibilité et de l'impact socio-économique qui peut en découler si la libéralisation n'est pas bien maîtrisée.

Tout un chapitre de l'accord intitulé « Agriculture et mesures sanitaires et phytosanitaires » a été réservé aux modalités de libéralisation du secteur agricole en plus de deux sections et trois annexes pour fixer les aspects techniques des mesures de sauvegarde ou des prix/quantités de déclenchement.

La première section du chapitre III de l'accord traite des modalités de gestion et d'application des contingents tarifaires relatifs aux produits agricoles considérés selon leur sensibilité ainsi que des subventions accordées aux exportations agricoles des entreprises étatiques d'exportation, des mesures de sauvegarde agricoles et du forum des échanges agricoles.

La deuxième section s'attarde sur les mesures sanitaires et phytosanitaires qui peuvent affecter les échanges commerciaux entre les deux parties. La partie de l'accord qui traite la question des mesures sanitaires et phytosanitaires fait référence dans plusieurs de ses passages aux dispositions de l'OMC qui constituent un cadre de référence pour les réglementations relatives à ce secteur.

#### 1.1. L'offre américaine

L'offre américaine prévoit un accès libre et immédiat pour des produits marocains frais ou en conserve tels que la clémentine, les fleurs, les olives et les tomates. Cet accès libre concerne également tous les produits agro-industriels avec ou sans quota (500 t pour les concentrés de tomate).

En plus des contingents tarifaires auxquels ont été soumis certains produits agricoles, le schéma américain de démantèlement douanier agricole a prévu des listes générales et spécifiques à certains produits. Le schéma américain permet toutefois une amélioration des conditions d'accès au marché des produits agricoles marocains.

L'offre américaine prévoit également une mesure de sauvegarde spéciale fondée sur les prix. En vertu de cette mesure, les produits agricoles originaires soumis à la clause de sauvegarde américaine disposent d'un prix dit de déclenchement. Ce prix est activé si le produit entre sur le territoire douanier des Etats-Unis à un niveau inférieur au prix de déclenchement dudit produit.

### 1.1.1. Le schéma américain de démantèlement douanier

Le schéma américain de démantèlement douanier des produits agricoles comprend douze types de démantèlement tarifaire (chaque type correspond à une liste et chaque liste à une lettre). Les périodes de transition varient de 0 (entrée en vigueur immédiate) à 18 ans.

La liste A précise les produits qui seront démantelés dès l'entrée en vigueur de l'accord :

- les légumes frais : pommes de terre, tomates, oignons, aulx, concombres, cornichons, pois, haricots verts, artichauts, piments poivrons et courgettes ;
- les légumes congelés : pomme de terre, haricots, pois et tomates ;
- les fruits : les oranges, les petits fruits d'agrumes, les raisins, les pastèques, les melons, les pommes, les poires, les fruits à noyau et les fraises ;
- les légumes transformés : conserves de concombre, cornichons, câpres, artichauts, haricots, oignons et piments, les conserves d'olives vertes et les olives noires ;
- les fruits transformés : confitures d'orange, d'abricot, de fraise et de cerises, conserves d'agrumes ;
- la quasi-totalité des produits de la pêche, frais et transformés.

La liste C précise les produits dont les droits seront démantelés 5 ans après l'entrée en vigueur de l'accord. Elle contient notamment les melons, les cerises séchées et les confitures de pêches.

La liste E concerne les produits dont les droits seront éliminés au bout de 8 ans. Elle concerne les asperges fraîches, les jus de raisins.

La liste F regroupe les produits qui seront libéralisés à partir de la 9<sup>e</sup> année après la mise en œuvre de l'accord. Ce sont les sardines à l'huile, non fumées, avec peau et arêtes et en récipients hermétiques. Ces produits représentent un important potentiel d'exportation pour le Maroc.

Les droits sur les produits inscrits sur la liste G seront démantelés 10 ans après l'entrée en vigueur de l'accord. C'est le cas des amandes fraîches ou séchées, des avocats, des olives noires dénoyautées et des pulpes d'orange.

La liste I précise les produits qui seront démantelés 12 ans après l'entrée en vigueur de l'accord. Figurent sur cette liste les conserves de cerises.

La liste J prévoit une période transitoire de 15 ans avant la libéralisation des produits concernés. Figurent sur cette liste, entre autres, l'oignon et l'ail séchés, les pamplemousses, les conserves et les jus d'orange non sucrés.

Pour la liste K, les droits de douanes seront abolis 18 ans après l'entrée en vigueur de l'accord et selon une configuration différente de celle prévue dans les listes précédentes. Ainsi de l'année 1 à l'année 6, le taux plein,

autrement dit les droits de base, seront maintenus. De l'année 7 à l'année 12, il est prévu une réduction de 5,6 % du taux de base par an, enfin, de l'année 13 à l'année 18, une réduction de 11,1 % du taux de base par an est prévue.

La liste L précise, enfin, les produits qui sont libres à l'entrée aux Etats-Unis sur la base d'une franchise.

### **1.1.2. La clause américaine de sauvegarde agricole**

L'accord prévoit la possibilité de mettre en œuvre une clause de sauvegarde spéciale basée sur les prix visant à protéger les produits agricoles américains qui risquent de connaître un préjudice face à une augmentation massive des importations marocaines. En vertu de cette clause, si le prix à l'importation d'un produit est inférieur au prix de déclenchement, la clause de sauvegarde est appliquée sous forme d'un droit additionnel proportionnel à la différence entre le prix à l'importation et le prix de déclenchement. Le prix de déclenchement de chaque produit est déterminé par les Etats-Unis dans l'accord. Plus ce prix est élevé plus le produit américain est protégé et plus il est difficile aux importateurs de pénétrer le marché. Les produits concernés par cette clause sont pour la plupart inscrits dans les listes J et K ayant des périodes transitoires de 15 et 18 ans.

## **1.2. L'offre marocaine**

Le Maroc a retenu plusieurs types de démantèlement spécifique selon la nature des produits agricoles et leur importance dans les échanges. D'autres produits ont été exclus d'emblée de la libéralisation pour leur caractère sensible, alors qu'une clause de sauvegarde basée sur les quantités a été retenue pour quelques produits.

### **1.2.1. Le schéma marocain de démantèlement douanier**

Le schéma de démantèlement préconisé par le Maroc a retenu deux types de démantèlement selon la nature des produits agricoles. Il s'agit d'un schéma de démantèlement général et un schéma de démantèlement spécifique à certains produits dont la majorité est constituée de produits agricoles frais et transformés. L'accord prévoit également des quotas tarifaires pour d'autres produits.

#### *Le schéma de démantèlement général*

Le schéma de démantèlement général couvre près de 44 % des positions tarifaires concernant les produits agricoles frais et transformés qui seront démantelés selon le rythme A, à savoir un accès immédiat sans droit de douane juste après l'entrée en vigueur de l'accord.

La liste C trace un démantèlement tarifaire uniforme sur cinq ans et concerne plusieurs produits tels que certains types de fromage, les boyaux, les pommes de terres, certains fruits, l'huile d'olive.



## Consécration de la politique d'ouverture du Maroc

La liste D concerne les produits dont le démantèlement tarifaire se fera à raison de 50 % du droit de base à partir de la première année, alors que le reste des droits de douanes sera supprimé en cinq tranches égales à partir de la deuxième année de mise en œuvre de l'accord. Les produits concernés par ce schéma de démantèlement sont le maïs, le soja et leurs dérivés.

La liste E porte sur 13 produits dont notamment le beurre, les haricots, les raisins secs, les pruneaux, les légumes conservés en boîte, etc. Les tarifs sur ces produits seront démantelés d'une manière uniforme sur huit ans.

La liste F prévoit un démantèlement uniforme sur neuf ans et concerne 38 produits ayant trait notamment aux poissons d'eau douce, aux escargots autres que de mer, aux filets de truite et d'anguille, caviar et aux crevettes.

La liste G prévoit un démantèlement linéaire sur dix ans. Figurent sur cette liste, entre autres, certaines pâtes, quelques légumes, des aliments du bétail et les vins.

Les droits sur les produits visés dans les positions tarifaires de la liste I seront supprimés en 12 tranches annuelles égales. Figurent sur cette liste 10 produits ayant trait au lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, préparations pour l'alimentation des enfants.

La liste J précise les positions tarifaires dont les droits seront supprimés en 15 tranches annuelles égales. Figurent sur cette liste, entre autres, les animaux vivants d'espèce bovine et ovine, coqs, poules, canards.

Sur la liste K figurent principalement 3 produits : les pois chiches en grains et les lentilles en grains et autres lentilles. Les droits sur ces produits seront maintenus au droit de base durant la première année jusqu'à la 6<sup>e</sup> année, les droits seront réduits de 5,6 % du droit de base au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année jusqu'à la 12<sup>e</sup> année. A partir du 1<sup>er</sup> janvier de la 13<sup>e</sup> année, les droits de douane seront réduits par un taux additionnel de 11,1 % jusqu'à la 18<sup>e</sup> année, pour être affranchis de tout droit de douane.

### *Le schéma de démantèlement spécifique*

Les rythmes spécifiques retenus par le Maroc sont au nombre de 10, dont la majorité s'appliquent aux produits agricoles frais et transformés.

La liste T prévoit un démantèlement de 83,6 % des droits de base dès l'entrée en vigueur de l'accord et un démantèlement à tranches égales sur quatre ans des 16,4 % restants. Le quota relatif au bœuf premier choix dit Hilton est le principal concerné par ce régime.

Les droits sur les produits de la liste X seront réduits de 10 % du taux de base dès l'entrée en vigueur de l'accord. Ils seront par la suite supprimés en 4 tranches annuelles égales.

La liste O prévoit une réduction de 51,6 % du taux de base dès l'entrée en vigueur de l'accord. Les droits seront par la suite supprimés en neuf étapes annuelles égales. Les contingents de volaille entière, dinde et poulet, sont concernés par ce régime de démantèlement.

Les produits figurant sur la liste N connaîtront un démantèlement non linéaire. Dès l'entrée en vigueur, les droits sont réduits à 75 % du taux de base. Ce niveau sera maintenu jusqu'à la 4<sup>e</sup> année. Les droits seront par la suite supprimés en sept étapes annuelles égales.

La liste Q prévoit un démantèlement des droits en 18 étapes annuelles égales commençant le 1<sup>er</sup> janvier de la 1<sup>re</sup> année.

Les principaux produits soumis à ce régime sont les abats des animaux destinés à la fabrication de produits pharmaceutiques.

Les droits sur les produits de la liste S garderont les taux de base de la 1<sup>re</sup> année jusqu'à la 10<sup>e</sup> année. Les droits seront réduits de 4,8 % du taux de base le 1<sup>er</sup> janvier de la 1<sup>re</sup> année et de 4,8 % supplémentaires du taux de base le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année suivante jusqu'à la 17<sup>e</sup> année. A partir de la 18<sup>e</sup> année, les droits de douane sur ces produits seront réduits de 8,3 % supplémentaires du taux de base chaque année jusqu'à la 25<sup>e</sup> année. Les cuisses et les ailes de volaille subiront ce type de démantèlement.

#### *Les quotas tarifaires*

Le Maroc a prévu de soumettre certains produits sensibles à des contingents tarifaires. Le tableau ci-dessous schématise ces types spécifiques de démantèlement en fonction de chaque produit en précisant le quota initial, les périodes transitoires, le taux d'évolution et le quota final.

#### *La clause marocaine de sauvegarde*

La mesure de sauvegarde retenue par le Maroc est basée sur la quantité. Elle prévoit la possibilité de mettre en place, de manière automatique, un droit additionnel lorsque les quantités de produits importés, qui sont couverts par le mécanisme de sauvegarde, dépassent les volumes-cibles contenus dans le cadre de l'accord. Ces volumes connaîtront une augmentation annuelle alors que le niveau de droit additionnel sera amené à baisser dans le temps en fonction d'un calendrier fixé par l'accord.

Les exportations des Etats-Unis vers le Maroc couverts par ce mécanisme de sauvegarde basé sur la quantité sont les viandes des volailles entières ou en morceaux, les pois chiches, les lentilles, les amandes et les prunes sèches.

### **1.3. Les mesures sanitaires et phytosanitaires**

L'accord traite des mesures sanitaires et phytosanitaires qui peuvent affecter, directement ou indirectement, les échanges commerciaux entre les deux parties. Dans ce volet, l'accord offre un cadre général de coopération en la matière. Il s'inspire largement des dispositions de l'article 13 du GATT. Les deux parties s'engagent à appliquer les dispositions de l'accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires.

Ce cadre de référence examine les réglementations relatives à l'innocuité des produits alimentaires, à la santé des animaux et à la préservation des végétaux. Les deux pays s'engagent à poursuivre les efforts visant l'élimination des barrières non-tarifaires qui prennent, dans la plupart des cas, la forme déguisée de mesures sanitaires et phytosanitaires.

## Consécration de la politique d'ouverture du Maroc

Produits	Quota initial en tonnes	Période transitoire	Taux d'évolution	Quota final en tonnes
1. Bœuf premier choix	4 000	18	4	Illimité
2. Bœuf de qualité standard	2 000	10	Variable	2 208
3. Volaille entière	1 250	19	Variable	Illimité
4. Cuisses et ailes de volaille	4 000	25	Variable	Illimité
5. Blé dur	250 000	10	4	Illimité
6. Blé tendre cas de production supérieure à 3 000 000	280 000	10	Variable	400 000
7. Blé tendre cas de production inférieure à 2 100 000	700 000	10	Variable	1 060 000
8. Amandes	50	15	4	Illimité
9. Produits dérivés du blé dur	1 500	10	2	1 793
10. Produits dérivés du blé tendre	1 500	10	2	1 793
11. Pommes	2 000	10	4	Illimité
12. Viande volaille sans os et peau	125	10	5	Illimité
13. Autres viandes de volaille	75	19	5	Illimité

Source : CNCE

L'accord comprend également une déclaration commune qui institue un groupe de travail chargé de préparer et de mettre en œuvre un plan d'action en matière de coopération.

## 2. Le secteur industriel

L'accord prévoit un accès libre et immédiat à la quasi-totalité des produits industriels d'origine marocaine et des produits de la pêche, soit près de 98 % de l'ensemble des produits appartenant à cette catégorie. Le schéma de démantèlement tarifaire américain offre un accès libre à ces produits dès l'entrée en vigueur de l'accord.

Quant à l'accès des produits américains au marché marocain, l'accord prévoit une exonération des droits de douane dès son entrée en vigueur pour 58 % des positions tarifaires. Le reste sera démantelé sur une période maximum de 10 ans.

Le schéma marocain retient 5 paniers de démantèlement variant d'une entrée immédiate (panier 1) à 10 ans (panier 5). Les importations américaines seront, ainsi, soumises à un schéma de démantèlement allant jusqu'à 10 ans pour les produits usagés à un démantèlement immédiat pour les produits non fabriqués localement. Il s'agit du :

Panier 1 (listes A, L, U, V) : exonération immédiate ;

Panier 2 (liste B) : démantèlement sur 2 ans ;

Panier 3 (liste C) : démantèlement sur 5 ans ;

Panier 4 (liste F) : démantèlement sur 9 ans ;

Panier 5 (listes G et H) : démantèlement sur 10 ans.

Le secteur industriel comprend les produits textiles et les produits hors textile.

## **2.1. Les produits textiles**

Le chapitre 4 de l'accord traite des dispositions relatives aux produits textiles et prévoit une ouverture importante des marchés des deux pays échelonnée sur six ans.

### **2.1.1. Le schéma de démantèlement**

Mis à part certains produits spécifiques américains, le Maroc et les Etats-Unis ont retenu principalement deux rythmes de démantèlement tarifaire pour les produits textiles :

- un démantèlement immédiat (liste A) ;
- un démantèlement échelonné sur cinq ans avec une réduction de 50 % des droits de douane dès l'entrée en vigueur de l'accord et des réductions à tranches égales de 10 % pour les 5 années suivantes (liste D).

Il convient de noter par ailleurs que pour une grande partie de ces produits, les exportations marocaines ne pourront bénéficier d'aucun avantage préférentiel du fait que l'accès au marché américain est libre pour tous les exportateurs.

#### *Produits soumis au régime immédiat*

Le Maroc s'est engagé à démanteler, dès l'entrée en vigueur de l'accord, 13 % du total des positions tarifaires concernant les produits textiles. La valeur moyenne des importations des produits textiles concernés par ce rythme immédiat de démantèlement ne dépasse pas 2 % des importations globales du Maroc de ces produits et près de 25 % des importations des produits textile en provenance des Etats-Unis.

#### *Produits soumis au démantèlement tarifaire de six ans*

Les parts des produits textiles qui seront soumis au démantèlement tarifaire de six ans est de 83,1 % pour le Maroc et 78,3 % pour les Etats-Unis. La valeur moyenne des importations en provenance des Etats-Unis des produits textiles concernés par ce rythme de démantèlement représente 51 % du total des importations des produits textiles en provenance des Etats-Unis.

### **2.1.2. Les clauses de sauvegarde**

L'article 2 du chapitre 4 relatif aux produits textiles prévoit la mise en œuvre de mesures de sauvegarde spéciales pour le textile et l'habillement si l'application de l'accord cause un préjudice grave ou une menace réelle à l'industrie locale. Ainsi, il est possible d'augmenter le droit applicable jusqu'à un niveau qui n'excédera pas le droit de la nation la plus favorisée

appliqué à la date d'entrée en vigueur de l'accord. Toutefois, la clause de sauvegarde ne peut être mise en œuvre par l'une des parties que si, au préalable, une enquête est réalisée par l'autorité compétente et qui détermine des préjudices grave ou une menace réelle à la production locale.

### 2.2. Les produits industriels hors textiles

Dans le cadre de ces produits, les négociations ont abouti à un calendrier de démantèlement tarifaire immédiat pour les principales exportations marocaines. Les importations américaines seront, par contre, soumises à huit rythmes de démantèlement variant d'un démantèlement immédiat à partir de l'entrée en vigueur de l'accord à une période de 10 ans.

#### 2.1.1. *Le schéma américain de démantèlement douanier*

L'accord de libre-échange conclu entre le Maroc et les Etats Unis a offert une exonération totale des droits de douane et taxes, dès l'entrée en vigueur de l'accord à la quasi-totalité des produits exportables par le Maroc. Le calendrier de démantèlement tarifaire est réparti sur 5 paniers :

Panier 1 (listes A, L, U, V) : exonération sur 2 ans ;

Panier 2 (liste B) : démantèlement sur 2 ans ;

Panier 3 (liste C) : démantèlement sur 5 ans ;

Panier 4 (liste F) : démantèlement sur 9 ans ;

Panier 5 (listes G et H) : démantèlement sur 10 ans.

En termes de part des exportations, le schéma de démantèlement américain permet une exonération de 99,7 % des exportations marocaines dès l'entrée en vigueur de l'accord.

#### *b. Le schéma marocain de démantèlement douanier*

Le Maroc a retenu trois catégories de produits dans son schéma de démantèlement. La première catégorie concerne les produits fabriqués au Maroc et dont une grande partie appartient au panier 4. Les droits de ces produits arrivant des Etats-Unis sur le marché marocain seront démantelés progressivement sur une période de neuf ans, pour atteindre un taux nul en 2013.

La deuxième catégorie touche les produits non fabriqués localement et qui sont repartis sur les trois premiers paniers 1, 2 et 3. Ces produits seront complètement exonéré de droits de douane en 2009. Et enfin, la troisième catégorie concerne les produits usagers placés dans le panier 5, qui seront démantelés sur 10 ans.

### 3. Le secteur des services

Les négociations sur le commerce des services, tenues dans le cadre de l'accord, ont constitué une première initiative visant à la libéralisation de ce secteur, à la différence des autres accords de libre-échange conclus jusqu'à présent par le Maroc, qui se sont limités généralement au commerce des biens.

L'importance du secteur des services dans le cadre de cet accord découle notamment de son poids grandissant dans la production et les échanges du Maroc. Les services contribuent, en effet, pour plus d'un tiers dans le PIB et enregistrent un taux de croissance soutenu. De plus, les activités de service au Maroc permettent d'absorber une part importante du déficit des échanges des biens.

L'accord a porté sur les 12 secteurs des services reconnus dans la classification centrale des produits énumérés par l'OMC, entre autres : les services financiers, les services professionnels et informatiques, les transports, le tourisme et les voyages, les communications, l'éducation, la santé et les services sociaux.

### 3.1. Principales dispositions communes et particulières

Les dispositions communes contiennent certaines obligations générales inspirées du GATS, à savoir le traitement de la nation la plus favorisée et la transparence. Elles ont également en commun les engagements horizontaux relatifs à la liberté des transferts et paiements, l'octroi du traitement national et les engagements relatifs à l'accès au marché portant notamment sur la non-limitation :

1. du nombre de fournisseurs de services, sous forme de monopole ou d'un examen des besoins économiques, à savoir qu'il n'est pas autorisé de restreindre l'accès au marché sous prétexte que l'offre locale est suffisante ;
2. de la valeur totale des transactions ou avoirs en rapport avec les services ;
3. du nombre total d'opérations de services ;
4. du nombre total de personnes employées dans un secteur de services sous forme d'un examen de besoins économiques ;
5. de la forme juridique de l'entreprise fournissant le service (ne pas exiger des types spécifiques d'entité juridique ou de co-entreprise).

En ce qui concerne les engagements particuliers, ils ont concerné :

- la non présence locale pour les services transfrontaliers au titre de laquelle chacune des deux parties s'engage à ne pas exiger des fournisseurs de services de l'autre partie d'avoir une représentation ou un bureau local comme condition pour la fourniture du service ;
- l'engagement, en matière de services financiers et de services fournis dans le cadre d'un investissement portant sur les dirigeants et le conseil d'administration en vertu duquel une partie ne pourra pas exiger des entreprises de l'autre partie de nommer des individus d'une nationalité donnée à des postes de direction ou à d'autres postes essentiels ;
- l'engagement en matière de services fournis dans le cadre d'un investissement portant sur la prescription des résultats qui ne peut être imposé à l'investisseur par aucune des deux parties et qui aurait pour objet :

## Consécration de la politique d'ouverture du Maroc

- a. d'exporter un pourcentage donné de produits ou de services ;
- b. d'utiliser un pourcentage donné de contenu national ;
- c. de privilégier les marchandises produites localement ;
- d. de lier le volume ou la valeur des importations au volume ou à la valeur des exportations ou aux entrées de devises liées à cet investissement ;
- e. de transférer une technologie.

Des dérogations aux dispositions communes et particulières ont été précisées par les mesures non conformes retenues dans les listes négatives des annexes I à IV de l'accord. Ces listes regroupant les secteurs sensibles ou ceux dont la réglementation en vigueur constituent des exceptions à certains principes énoncés par les engagements communs et particuliers (accès au marché, traitement national, traitement de la NPF, présence locale).

Il convient de noter que le Maroc a émis des réserves pour tous les secteurs dont la réglementation en vigueur présente des dérogations à ses engagements dans le cadre de l'accord pour des secteurs comme, notamment :

- la sauvegarde des monopoles existants (OCP, ONE, ONEP, ONCF, ODEP, services postaux...) ;
- la limitation de l'accès au marché marocain, pour certains secteurs sensibles, tels que les services miniers, les services audiovisuels et services de transport routier et maritime et les services de distribution ;
- l'octroi de la priorité aux nationaux pour certaines professions telles que les services juridiques, les services d'experts comptables et de tenue des livres, les services d'architecture, les services médicaux, les services d'éducation et de tourisme.

Parallèlement, le Maroc a émis des réserves générales concernant certains secteurs très sensibles (services sociaux, culturels, de communication et pour les accords internationaux...).

De même, une période transitoire de deux ans est prévue pour certains secteurs spécifiques qui permettront de décider du traitement qui leur sera réservé.

### 3.2. Les services financiers

La libéralisation des services financiers dans laquelle s'est engagé le Maroc depuis des années a été consolidée par les engagements pris dans le cadre de l'accord avec les Etats-Unis. Cependant, la stratégie de libéralisation du secteur a été d'opérer une libéralisation maîtrisée en privilégiant le mode 3 pour la fourniture de ces services, à savoir la présence commerciale (3).

Le Maroc s'est assuré que le traitement qui sera réservé à ses investisseurs et à ses fournisseurs de services, au niveau de l'accès au marché américain, soit au moins égal à celui accordé à d'autres partenaires déjà liés aux Etats-Unis par des accords de libre-échange.

(3) Dans le cadre du GATS, accord général sur le commerce des services : il existe 4 modes de fourniture des services : commerce transfrontière ; consommation à l'étranger, présence commerciale, mouvement de personnes.

S'agissant de l'accès au marché marocain, le Maroc a pu obtenir :

- la sauvegarde des monopoles existants (OCP, ONE, ONCF, monopoles communaux ;
- la limitation de l'accès au marché marocain, pour certains secteurs sensibles, aux sociétés de droit marocain ;
- l'octroi de la priorité aux nationaux pour la majorité des services professionnels.

Par ailleurs, les négociations ont porté principalement sur les services d'assurance et les services bancaires.

### **3.2.1. Les services d'assurance**

Dans le cadre de l'accord, le traitement accordé à la présence des compagnies d'assurance américaines au Maroc consiste à leur offrir cette possibilité à condition de prendre la forme de succursales. Cette présence est autorisée 4 ans après l'entrée en vigueur de l'accord.

Toutefois, le Maroc s'est réservé le droit de réglementer ces compagnies et ce, pour protéger son secteur qu'il considère comme sensible, notamment par sa contribution à l'intérêt public et sa prise en charge des risques non couverts par les compagnies d'assurance privées.

D'un autre côté, les dispositions de l'accord prévoient de maintenir le prélèvement de 10 % sur les primes de compagnies d'assurances établies au Maroc. Cette dotation revient à la société centrale de réassurance. Cependant, cette restriction sera supprimée cinq ans après l'entrée en vigueur de l'accord.

Pour les services de réassurance, le Maroc a obtenu une dérogation au principe de l'accès au marché. Cette dérogation concerne l'obligation faite aux personnes physiques exerçant en qualité d'agent d'assurance et fournissant ces services de disposer de la nationalité marocaine ou d'être des personnes morales de droit marocain.

### **3.2.2. Les services bancaires**

Dans les négociations ayant concerné les services financiers, le Maroc a consolidé la présence commerciale des services financiers portant sur l'acceptation de dépôt et d'autres fonds remboursables au public.

Pour les crédits destinés au financement des investissements et des transactions commerciales au Maroc, celui-ci a consolidé un accès libre pour la présence commerciale et s'est engagé de n'introduire aucune discrimination vis-à-vis des fournisseurs étrangers.

S'agissant des établissements de crédit, l'ouverture des succursales, d'agences, de guichets ou bureaux de représentation, le Maroc s'est engagé à assurer un accès libre à la présence commerciale à condition de se conformer aux lois en vigueur, notamment l'article 24 de la loi bancaire 1993.

De leur côté, les Etats-Unis se sont engagés à fournir un appui au secteur financier marocain pour qu'il puisse saisir les opportunités d'affaires



concernant l'investissement et le commerce transfrontalier des services aux Etats-Unis et à apporter son assistance pour l'identification de nouveaux services financiers aux Etats-Unis susceptibles d'intéresser le secteur privé au Maroc.

### 3.3. Les services professionnels et informatiques

Les services professionnels englobent tous les métiers fournis au titre de la profession libérale tels les services de conseils juridiques, les services des experts comptables, des architectes, des médecins.

Quant aux services informatiques, ils couvrent notamment les services d'installation de matériels informatique, de création de logiciels et de traitement de données.

#### 3.3.1. Les services juridiques

Dans le cadre de l'accord avec les Etats-Unis, le Maroc a formulé des réserves sur les principaux services relevant du système juridique marocain. Il s'agit notamment des services d'avocats, de notaires, d'experts assermentés, d'adouls, d'huissiers de justice. Pour exercer ces services au Maroc, il est indispensable de disposer de la nationalité marocaine ou d'être ressortissant d'un des Etats ayant conclu des accords de réciprocité avec le Maroc. Les autres services demeurent ouverts à la concurrence. L'offre américaine assure un accès relativement important pour les fournisseurs marocains des services juridiques et a restreint le marché pour les services d'avocat et de conseiller juridique. Pour les services transfrontaliers et la consommation à l'étranger, la résidence a été exigée dans 16 Etats (4). Les conseillers juridiques sont autorisés à exercer dans 8 Etats (5).

(4) Hawaï, Iowa, Kansas, Massachusetts, Michigan, Minnesota, Mississippi, Nebraska, New Jersey, New Hampshire, Oklahoma, Rhode Island, Dakota, Vermont, Virginie et Wyoming.

(5) Alaska, Californie, Floride, Connecticut, Georgie, Hawaï, Illinois et Oregon.

#### 3.3.2. Les services comptables

Les négociations avec les Etats-Unis en ce qui concerne ces services ont abouti à leur relative libéralisation en supprimant la limite de 25 % du capital étranger dans les entreprises locales. Le Maroc a également restreint l'exercice de la profession d'expert comptable à la condition d'être inscrit à l'Ordre des experts comptables. Pour les experts comptables agréés, le critère de résidence a également été retenu.

Les Etats-Unis n'ont retenu aucune restriction à l'exercice des services comptables sur leur territoire, que ce soit en matière de traitement national ou d'accès au marché, à l'exception toutefois de la présence commerciale.

#### 3.3.3. Les services de conseil fiscal

En ce qui concerne les services de conseil fiscal, les deux parties se sont engagées à procéder à une libéralisation intégrale des services de conseil fiscal pour les modes de fourniture transfrontière, de consommation à l'étranger et de présence commerciale.

### **3.3.4. Les services médicaux et dentaires**

Pour les services médicaux et dentaires, le Maroc a obtenu plusieurs dérogations au principe de l'accès au marché et au traitement national. Ainsi, pour l'exercice de la profession de médecin, il est nécessaire de disposer de la nationalité marocaine ou d'être un conjoint d'un Marocain résidant au Maroc. Cependant, une autorisation d'exercer doit être accordée par le gouvernement marocain. Pour les pharmaciens et chirurgiens-dentistes, une simple autorisation d'exercer leur suffit. L'offre américaine en matière de services médicaux invoque la contrainte de la législation régionale ; la fourniture transfrontalière et la présence commerciale pour exercer ces services sur le sol américain sont subordonnées au respect de la réglementation en vigueur dans les Etats fédérés.

### **3.3.5. Les services informatiques et connexes**

Ces services couvrent une large gamme de produits. Il s'agit notamment des services de consultation en matière d'installation de matériel informatique, de création de logiciels, de traitement de données. Ces services ont bénéficié d'un accès illimité aux marchés marocain et américain.

### **3.3.6. Les services de recherche et développement**

Les deux pays se sont engagés à assurer un accès libre aux fournisseurs des services liés à la R&D dans plusieurs domaines allant des sciences naturelles, aux sciences sociales en passant par les sciences humaines et les services fournis par la R&D interdisciplinaire.

## **3.4. Les services de transport, de tourisme et de voyage**

Les services de transport couvrent les différents modes de transport : l'aérien, le terrestre, le maritime et les autres. Les services touristiques et de voyage couvrent les services d'hôtellerie et de restauration, les services d'agence de voyage et d'organismes touristiques.

C'est la sensibilité du secteur du transport maritime qui était derrière le maintien, aussi bien par le Maroc que par les Etats Unis, de la protection de l'essentiel des activités liées à ce secteur.

Pour ce qui est du transport aérien, les dispositions de l'accord ne s'appliqueront pas aux services aériens dans leur volet transport de voyageurs et de marchandises. Ils s'appliquent uniquement aux services de maintenance et de réparation d'aéronefs. Le Maroc a assuré un accès libre pour la fourniture de ces services. Les Etats-Unis ont pris la même position avec une restriction couvrant les services de location d'aéronef avec équipage qui seront subordonnés à une autorisation requise pour les prestations de services aériens spécialisés sur le territoire des Etats-Unis.

Concernant le transport spatial, le Maroc a opté pour la libéralisation de ce secteur et s'est engagé à assurer un accès libre aux fournisseurs de ces

services sur son territoire. Ainsi, il pourra bénéficier de l'expertise américaine dans ce domaine.

En matière de transport routier de voyageurs et de marchandises, le Maroc a imposé aux fournisseurs américains de créer une entreprise de droit marocain ou de conclure un accord avec les autorités concernées autorisant la fourniture de tels services.

A l'exception d'une seule limite relative aux services de maintenance et de réparation du matériel de transport qui est réservé uniquement aux résidents américains, l'offre américaine assure, pour les autres services, un accès libre au marché américain pour les fournisseurs nationaux.

Dans le cadre des activités de tourisme et le voyage, le Maroc assure un accès libre au marché marocain pour les services d'hôtellerie et de restauration, les services d'agence de voyage et d'organisateur touristique. L'offre américaine en matière de service de tourisme et de voyage garantit aux fournisseurs marocains un accès libre au marché pour les services d'hôtellerie et de restauration, y compris les services de traiteur.

### 3.5. Les services de communication

Les services de communication couvrent un large éventail de services tels que les services postaux, les services de télécommunication et les services audiovisuels. Dans le cadre de l'accord, l'ouverture de ces services a été opérée en fonction du degré de développement atteint par les activités liées à ces services.

Les services relevant de la poste et de l'audiovisuel demeurent toujours réglementés au Maroc. En effet, pour ces services considérés peu compétitifs, le Maroc a adopté une libéralisation mesurée pour les différentes activités qui y sont liées. Ainsi, l'essentiel des services postaux demeurent sous le monopole de *Barid Al Maghrib*, à l'exception de quelques activités qui ont été ouvertes à la concurrence.

En ce qui concerne les services de l'audiovisuel, l'adoption par le gouvernement d'un projet de loi sur la libéralisation de la communication audiovisuelle marocaine a concrétisé la volonté de libéraliser ce secteur.

Les Etats-Unis, quant à eux, ont formulé plusieurs restrictions. Concernant les services relatifs aux télécommunications, ils ont fait l'objet d'une libéralisation mesurée.

Dans le cadre des services de télécommunication, le Maroc a maintenu sa protection sur les services de téléphonie fixe, alors que les services, entre autres, de télex et des réseaux numériques à intégration de services, de télégraphe, de traitement direct de l'information, de télécopie, bénéficieront d'un accès libre. Par ailleurs, les Etats-Unis se réservent le droit d'imposer des restrictions à l'accession aux droits de propriété, sans pour autant fournir plus de détails sur la nature et les enjeux de ces restrictions.

Pour ce qui est de la transmission des données et des autres services de télécommunications traités dans l'accord, le Maroc a exigé des fournisseurs américains de procéder à l'investissement physique au Maroc. L'offre

américaine dans ce domaine est plus libérale dans la mesure où elle assure un accès relativement libre aux fournisseurs des services de transmission de données avec commutation par paquet pour les modes de fourniture par commerce transfrontière et via la consommation à l'étranger.

### **3.6. Les services sociaux**

Les services sociaux de santé et d'éducation constituent des maillons qui nécessitent des efforts considérables de la part de l'Etat, des associations et de la société civile. Dans le cadre de l'accord, les engagements du Maroc portant sur ces services se caractérisent par une ouverture limitée.

#### **3.6.1. Les services d'éducation et de santé**

Dans le cadre de l'accord, le Maroc a maintenu sa protection sur la fourniture des services d'enseignement primaire et secondaire ainsi que pour les services d'enseignement supérieur. En substance, les prestations des services d'enseignement primaire et secondaire ont été subordonnées à l'obtention d'une autorisation qui tienne compte des besoins du secteur.

En ce qui concerne l'offre américaine en matière d'enseignement, elle met en avant la législation régionale en vigueur dans les Etats fédérés américains. Etant donné la complexité des législations régional, cette mesure complique la tâche des fournisseurs nationaux de ces services qui souhaiteraient s'installer aux Etats-Unis.

Pour ce qui est des services de santé, le Maroc a exigé la nationalité marocaine pour les médecins désirant ouvrir des cliniques ou des établissements de santé. Ils doivent également être autorisés à exercer la profession de médecin.

De même, les médecins, les pharmaciens ou vétérinaires de nationalité étrangère ne peuvent ouvrir et gérer des laboratoires que s'ils sont conjoints de Marocains ou ressortissant d'un Etat ayant conclu avec le Maroc un accord de réciprocité.

L'offre américaine en matière de soins de santé est relativement plus libérale dans la mesure où elle ne comporte aucune dérogation au principe du traitement national. Cependant, les Etats-Unis ont formulé des réserves quant au principe de l'accès au marché puisque la création d'hôpitaux ou d'autres établissements de santé reste subordonnée à des limites quantitatives liées, principalement, aux besoins du marché local.

#### **3.6.2. Les services récréatifs, culturels et sportifs**

L'offre marocaine assure un accès libre pour tous les services récréatifs, culturels et sportifs à l'exception des services d'agence de presse, autre que la MAP, qui doivent obtenir une autorisation gouvernementale pour s'établir et exercer au Maroc.

L'offre américaine assure un accès libre même pour les services d'agence de presse. Cependant, elle maintient une restriction au niveau de l'accès

au marché pour les autres services récréatifs, en limitant le nombre des concessions accordées aux fournisseurs en fonction des besoins du marché local.

### 3.7. Autres secteurs négociés dans l'accord

L'accord comprend d'autres domaines négociés, à savoir l'environnement, l'investissement, les marchés publics, le droit du travail, les droits de la propriété intellectuelle.

#### 3.7.1. L'environnement

Pour les services liés à l'environnement, le Maroc a obtenu des engagements qui encouragent la conclusion, par les investisseurs américains, des contrats de concession avec les conseils communaux des villes à la condition de satisfaire le principe de présence commerciale sur le territoire marocain.

Le Maroc et les Etats-Unis se sont engagés, par ailleurs, à renforcer la coopération dans le domaine de l'élaboration des textes de lois et à introduire des règles de transparence en matière de protection de l'environnement.

De son côté, le Maroc s'est engagé à renforcer son cadre réglementaire et juridique. Le but est de mettre à niveau les lois environnementales nationales.

De même, les deux pays se sont engagés à introduire dans leurs législations nationales des procédures contraignantes. Les Etats-Unis se sont montrés intransigeants quant au volet des sanctions qui devront être inscrites dans la législation nationale en cas de non-respect des lois environnementales.

Pour faire face aux difficultés d'application de l'accord, la partie américaine s'est engagée à renforcer la coopération avec le Maroc, en lui apportant l'assistance technique nécessaire à la consolidation de ses capacités.

En matière de sensibilisation, un grand effort reste à faire. L'accord a insisté sur la participation de la société civile (opérateurs économiques, chercheurs...) aux différentes formes et discussions portant sur la question de l'environnement.

#### 3.7.2. L'investissement

L'un des principaux objectifs de l'accord est de drainer en faveur du Maroc des flux d'investissement. En effet, ce chapitre prévoit la mise en place d'instruments juridiques modernes qui consacrent, notamment, l'ouverture des investissements au capital étranger, la garantie et la sécurité aux investisseurs. Ainsi, les principes du traitement national, de la nation la plus favorisée et de libre transfert des revenus sont confirmés.

De même, l'insertion de la garantie d'indemnisation sans aucune discrimination en cas d'expropriation et la possibilité du recours à l'arbitrage en cas de litige sont autant d'instruments de nature à attirer et à sécuriser l'investissement étranger au Maroc et aux Etats-Unis.

Les deux parties ont adopté, dans le cadre de l'approche de la liste négative, des mesures non conformes (MNC) qui constituent des exceptions aux obligations et engagements souscrits par chaque partie dans le chapitre investissement pour préserver les intérêts nationaux dans certains secteurs ou activités économiques.

### **3.7.3. Les marchés publics**

Dans le cadre de l'accord, les marchés publics ont fait l'objet d'un important chapitre qui fixe les dispositions à respecter en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, ce chapitre traite d'un certain nombre de mesures de transparence, de modification et de concurrence pour l'amélioration du système marocain de passation des marchés. Elles consacrent des procédures ouvertes de passation des marchés, la limitation des procédures restreintes, l'adoption de délais suffisants de publicité des avis d'appel à la concurrence (45 jours au lieu de 21 jours), le développement des supports de publicité (journaux, sites web), le développement des modalités d'information des concurrents par la publication (plan annuel de passation des marchés), les lois et règlements et toutes décisions administratives se rapportant aux marchés publics, la lutte contre la corruption, l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

### **3.7.4. Le droit du travail**

Le chapitre social développe les dispositions relatives aux respects des droits fondamentaux des travailleurs tels que prévus dans les textes de l'Organisation internationale du travail, de la législation du travail, de l'administration de la Justice en matière de droit du travail. L'objectif est de consacrer le principe de l'égalité de traitement des travailleurs avec l'autre partie.

En effet, la partie américaine a déjà marqué son accord par un certain nombre de subventions, notamment 3 millions de dollars dans le cadre du programme Initiative-éducation, 2 millions de dollars pour la lutte contre le travail des enfants et 1,4 million de dollars pour le renforcement des relations professionnelles.

### **3.7.5. Les droits de la propriété intellectuelle**

Le chapitre des droits de la propriété intellectuelle traite des dispositions générales relatives au traitement national en la matière. Il s'agit d'accorder le même traitement aux fournisseurs étrangers au même titre que celui accordé aux investisseurs nationaux dans ce domaine. Le chapitre traite aussi des domaines qui touchent les marques de fabrication et de commerce, les indications géographiques, les brevets, les mesures ayant trait à la santé publique, le droit d'auteur et droits connexes et les mesures aux frontières.

### Conclusion

L'accord de libre-échange conclu entre le Maroc et les Etats-Unis se distingue des autres accords du fait de son caractère global. Les différents secteurs d'activité ont fait l'objet de négociations en vue de leur libéralisation. Aucun secteur n'a été épargné dans les discussions entre les négociateurs des deux pays. C'est le cas du secteur des services qui, en dépit de certaines dérogations retenues pour protéger certaines de ses activités considérées comme sensibles, a fait face à l'ouverture suite aux engagements et dérogations pris par le Maroc à l'égard des Etats-Unis, et vice versa.

Il convient de noter que le développement du secteur de services, mises à part les activités classiques qui enregistrent des performances à l'exportation comme le tourisme, ne peut se faire que dans un environnement ouvert. Mais il convient nécessairement d'opérer une libéralisation maîtrisée qui favorise l'investissement direct étranger sans pour autant causer des choc pour des secteurs en développement. En matière de services, le mode de fourniture 3 (présence commerciale) a été largement retenu, notamment dans le cadre du secteur financier et des télécommunications.